

présenter une image positive du Canada, par le biais de programmes d'information et d'échanges culturels, scientifiques et sportifs.

## LA SÉCURITÉ DU CANADA

### Instabilité mondiale et recherche de la paix

Si la situation en Iran a contribué pendant toute l'année à faire régner un climat d'instabilité et à accroître les tensions politiques et économiques, l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques en décembre 1979 a eu des répercussions plus profondes et plus généralisées. Les relations Est-Ouest se sont détériorées et les efforts en vue d'instaurer un climat de confiance destiné à sous-tendre la détente ont été sérieusement compromis. L'alliance occidentale a été obligée de mesurer à quel point sa sécurité était menacée et d'évaluer les incidences, sur le plan de sa politique de défense, des crises survenant à la périphérie, dans des régions pétrolières du tiers monde.

À l'occasion d'une session d'urgence de l'Assemblée générale convoquée en janvier, les membres de l'ONU, dont le Canada, ont condamné par une majorité écrasante l'invasion de l'Afghanistan. Par ailleurs, le manque d'unité de l'Ouest sur la question des sanctions, en particulier le boycottage des jeux Olympiques de Moscou, a inspiré de vives inquiétudes. Le Canada a appuyé l'embargo partiel sur les ventes céréalières à l'Union soviétique, limitant ses exportations aux niveaux normaux et traditionnels pour la saison 1979-1980. Ces restrictions ont été assouplies en novembre lorsqu'il est devenu évident que l'embargo ne produisait pas les résultats escomptés. Par contre, lorsqu'il a été décidé en avril d'imposer des sanctions commerciales contre l'Iran, les pays occidentaux ont fait front commun.

Au Moyen-Orient, où les conflits et les tensions se sont aggravés, l'Égypte et Israël ont poursuivi, avec l'aide des États-Unis, les négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Celles-ci, qui se sont révélées très ardues, n'avaient pas encore abouti à un règlement à la fin de l'année.

En septembre, la guerre éclatait entre l'Iraq et l'Iran après une année de détérioration progressive des relations entre les deux pays. Il en est résulté une réduction des exportations de pétrole dont ont eu à souffrir de nombreux pays importateurs, ainsi qu'un accroissement des pressions à la hausse sur les prix et ce, malgré une baisse de la demande mondiale.

À Chypre, les négociations intercommunautaires tenues vers la fin de 1980 sous l'égide des Nations Unies ont semblé s'acheminer vers un éventuel règlement. Par ailleurs, au Kampuchea, la recherche d'une solution politique est restée sans issue, même si les Nations Unies ont maintenu leur opposition à l'invasion et à l'occupation de ce pays par le Vietnam. Les populations de la région ont continué de subir des privations et des persécutions, et les violations des droits de l'homme se sont multipliées.

En Afrique, si on a pu se réjouir de certains événements, on a dû en déplorer d'autres. Les forces armées de la Libye sont

intervenues directement dans la guerre civile au Tchad. Les efforts des Nations Unies pour faire accéder la Namibie à l'indépendance par le biais d'élections supervisées, conformément à la résolution 435, sont restés vains. Par contre, des élections démocratiques tenues sous la supervision du Commonwealth ont permis au Zimbabwe de devenir un État indépendant, et à l'Ouganda de se doter à nouveau d'un gouvernement représentatif.

Alors que les événements survenus au Nicaragua en 1979 se répercutaient dans toute la région de l'Amérique centrale, l'instabilité politique au Salvador a dégénéré en actes de violence et en tueries innombrables. Plus au sud, le gouvernement démocratiquement élu de la Bolivie a été renversé à la faveur d'un coup d'État militaire, et le régime militaire péruvien a remis pacifiquement les pouvoirs à un gouvernement civil démocratiquement élu. Le Canada a refusé de reconnaître le régime bolivien, mais a bien accueilli l'arrivée d'un nouveau gouvernement au Pérou.

À la fin de l'année, l'agitation ouvrière en Pologne continuait d'inspirer certaines craintes mais le gouvernement et le nouveau syndicat semblaient déterminés à privilégier la négociation et le compromis.

### Relations Est-Ouest et défense collective

L'invasion de l'Afghanistan a porté un dur coup à la confiance internationale et partant, à la détente, puisqu'il ne saurait y avoir de détente sans confiance. Pendant toute l'année, les pays occidentaux se sont interrogés sur l'avenir des institutions de la détente. On redoutait en particulier que la Conférence d'examen de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ne devienne la conférence de l'affrontement. Néanmoins, le Canada ainsi que ses amis et alliés ont décidé de considérer la réunion de Madrid comme une occasion pour l'Est et l'Ouest de définir leurs intérêts relatifs et communs. Ce n'est qu'en 1981, à la fin des travaux de la Conférence, que l'on pourra vraiment juger de leur utilité.

Le Canada a consacré beaucoup de temps et d'énergie aux questions intéressant l'OTAN. Outre les réunions ministérielles normales du Conseil de l'Atlantique Nord tenues à Ankara en juin, et à Bruxelles en décembre; il y a eu à Bruxelles, en mai, une session conjointe spéciale des ministres de la Défense et des Affaires étrangères de l'OTAN au cours de laquelle ont été étudiées les incidences stratégiques de l'invasion de l'Afghanistan et les mesures de défense que commandait cette situation. Ces rencontres ont permis aux pays occidentaux de prendre davantage conscience de la nécessité de la consultation politique et de la gestion des crises et, combinées à l'unité encourageante qui s'est manifestée au moment des troubles en Pologne, ont fait naître un nouveau sentiment de solidarité.

Le Canada et les États-Unis ont reconduit l'Accord sur la défense aérienne de l'Amérique du Nord (NORAD) jusqu'en mai 1981.

Les décisions prises antérieurement au sujet du matériel de défense canadien se sont concrétisées. En avril, le gouvernement décidait de faire l'acquisition du CF-18 (Hornet) de